

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Carnets de campagne

100.000 militants entre le « oui » et le « non »

- International - Europe -

Date de mise en ligne : lundi 29 novembre 2004

Démocratie & Socialisme

On dit qu'il y aura autant de votants qu'au congrès de Dijon du printemps 2003. Soit 95 000. Les adhérents socialistes, membres avant le 30 juin 2004 et à jour de cotisations, vont se prononcer dans 15 000 urnes mises en place dans autant de sections, le 1er décembre entre 18 h et 22 h.

Le vote est à bulletins secrets, avec un isoloir obligatoire, deux bulletins au choix, un pour le " oui ", un pour le " non ", l'abstention n'étant pas comptée. Chacun va surveiller les urnes pour qu'il n'y ait pas de fraude sur les cartes ou sur les votes. Aucune procuration n'est autorisée.

Le recollement des votes s'opérera dans la nuit du 1er au 2 décembre, et la gauche saura si son principal parti appelle à ratifier ou à rejeter le projet de constitution européenne élaboré sous la houlette de Giscard d'Estaing et que Jacques Chirac soumet aux Français par référendum en 2005.

En attendant, il y a des centaines de réunions dans les 100 fédérations de France. Partout il y a des meetings pour le " non ", des meetings pour le " oui ", des débats contradictoires à égalité de temps de parole, des articles à égalité de place dans " l'Hebdo des socialistes ", dans les journaux fédéraux, dans les journaux de section, des réunions de courants par thèmes, sur tous les sujets de la construction européenne.

La participation des militants est massive, et pour tous ceux qui font le tour de France, en porte-paroles de l'une ou l'autre des positions, il y a un vrai plaisir à constater l'écoute, l'intérêt, disons même la passion, des dizaines de milliers de participants.

Tous pour l'Europe

Le Ps est un parti bel et bien vivant. Il se permet en consultant ainsi ses militants, ce qu'aucun parti ne se permet. Il politise, il diffuse du savoir, de la réflexion, à une échelle de masse. Tous les adhérents ont reçu le projet de texte constitutionnel, presque tous l'ont consulté, ont lu les commentaires, prennent des notes, réfléchissent au " pour " et au " contre ". C'est à l'honneur du civisme, de la citoyenneté, de la démocratie, que le Parti socialiste français, le seul en Europe, organise ainsi un tel débat.

Il ne s'agit pas d'un débat qui pose des questions d'homme, de " chefs " ou de postulants, il n'y a pas et n'y aura pas de désignation de personnes ensuite, malgré le " tam-tam " des médias qui essaient systématiquement de personnaliser et de dépolitiser la question posée.

Il ne s'agit pas d'un débat de congrès, la direction élue du congrès de Dijon n'est pas en jeu, elle est d'ailleurs partagée... Ce ne sont pas les anciennes motions qui comptent, pas plus que le pouvoir d'un tel ou d'une telle, c'est un débat d'idées, de fond.

Contrairement à ce que disent certains, ce n'est pas non plus un " débat de conscience " ou un " débat identitaire ", car sinon, il n'y aurait pas débat : si c'était une question " de conscience ", à quoi servirait de faire tant d'efforts pour discuter, chacun aurait sa conviction et n'en changerait pas, personne ne voudrait changer d'identité, il s'agit bien d'un débat politique où les arguments comptent quelque soit la position défendue, où l'on peut se convaincre avec respect. On peut être et rester socialiste, européen et de gauche, que l'on vote " oui " ou que l'on vote " non ".

Ce n'est absolument pas un débat " pour " ou " contre " l'Europe mais un débat sur le " contenu " de l'Europe et la façon de la construire à l'avenir.

Les arguments excessifs ont perdu du poids

Voilà pourquoi les arguments " excessifs " ont perdu du poids en cours de route. Ceux qui affirmaient que le " non " serait une trahison ont dû ravalé leur morgue. Ceux qui prétendaient que le " non " aboutissait au " chaos ", à la " perte d'identité des socialistes " au " reniement " et autres anathèmes, ne convainquent pas. Ceux qui disaient, " Si c'est le non qui passe, je quitte le parti " ont mis un bémol. Ceux qui osaient écrire " Je respecte les souverainistes mais pas les pro-européens qui se disent pour le non " n'ont pas gagné en crédit. Dès qu'il y a des cris, menaces, des tirades trop sectaires et polémiques, ça ne passe pas, les militants savent discerner et veulent des arguments, des vrais, étayés.

Si bien que maintenant le ton est franc et vif, mais sérieux : les " si vous votez non, vous votez Bush " sont hués, de même que si " vous votez non vous votez avec Le Pen ". Ce qui est très écouté, c'est tout ce qui correspond à l'analyse détaillée du texte constitutionnel, mais aussi tout ce qui touche au contexte : allons-nous être isolés ? Que font vraiment les syndicats ? Comment faire vraiment l'Europe sociale, quelle est la bonne tactique ? Y arrivera-t-on mieux, en " étant dedans " avec le " oui " ou en nous opposant nettement avec le " non " ?

Le partage des deux camps

Ce serait faux de ne voir là qu'un débat réductible à un choix entre " sociaux-libéraux " et " socialistes de gauche ". C'est plus complexe : il y a un " oui " de gauche minoritaire, plus ou moins cohérent, avec une partie de militants de la motion A, légitimistes, qui ont compris le 21 avril 2002 et veulent quand même voter " oui " pour, selon eux, lever des préalables et se battre mieux ensuite pour une Europe sociale ! Ils ont tort mais ils le croient !

Et réciproquement, il y a un " non " plus droitier, également minoritaire, qui ne formule que des réserves modérées sur la Constitution et la voterait bien, in fine, sans sa troisième partie, sans constituante, et sans contenu social, si on arrivait à en enlever quelques arêtes, et à permettre qu'elle soit plus facilement révisable.

Ceci dit, les deux camps ont des déterminants majoritaires très forts :

- ▶ le " oui " évolue majoritairement vers une orientation blairiste, droitier, et certains de ses défenseurs essaient de tirer " la couverture " vers eux, en prétendant que, du même coup, le cordon ombilical avec mai 68 sera tranché, que le Ps se débarrassera de ses " ambiguïtés " liées aux pressions du mouvement social et s'intégrera vraiment dans le Pse.
- ▶ le " non " est dominé de loin par des exigences sociales et démocratiques, et propose une rupture avec la construction antérieure de l'Europe, allant jusqu'à revisiter les traités de Rome à Maastricht et Amsterdam.

Nul ne sait, à coup sûr, qui va gagner !

Selon les " pointeurs " les plus avisés cela se jouerait à 500 voix (en faveur du " non "). Mais il y a quatre fédérations où le sort des urnes est plus incertain : les Bouches-du-Rhône, l'Hérault, la Haute-Vienne, et, peut-être, le Pas-de-Calais. Est-ce parce qu'elles sont plus fortes et plus difficiles à " contrôler " ? Est-ce parce que des freins à la

démocratie et du marchandage y seraient davantage possibles qu'ailleurs ? Il est vrai, que dans le Ps, cinq à six fédérations, à elles seules, comptent pour 25 % à 30 % des adhérents. Et que des dizaines de petites fédérations, même si elles sont majoritairement pour le " non " ne peuvent contre balancer ces mastodontes et leurs éléphants.

Selon les observations des " voyageurs " qui vont actuellement d'une ville à l'autre, c'est le " non " qui est gagnant, partout il augmente et partout nettement. Les opposants Nps + Nm + Fm constatent que les scores probables du " non " dépassent le nombre des voix rassemblées à Dijon, parfois de 20, 30, voire 50 % plus élevés !

Le " non " peut atteindre jusqu'à 55 % des voix nationalement, si le vote est loyal et sincère. Il faut dire que, derrière, ça pousse : les Français, eux, seront pour le " non " peut-être même si le Ps disait " oui ". Car pour eux, ce serait la façon de régler son compte à une Europe libérale dont ils ne veulent pas en même temps qu'à Chirac qu'ils ne veulent pas supporter jusqu'en 2007.